

L'Adresse—M. Yurko

Sixièmement, il aurait dû rappeler qu'il fallait non seulement maintenir notre commerce international à son niveau actuel, mais surtout trouver le moyen d'accroître le volume des céréales exportées vers la Russie et vers la Chine.

Septièmement, le gouvernement aurait dû nous annoncer qu'il avait l'intention de devenir membre à part entière de l'Organisation des États américains pour s'acquitter du rôle qu'il est appelé à jouer dans le destin des Amériques.

Huitièmement, le gouvernement aurait dû aussi rappeler qu'il était fermement décidé à trouver de nouveaux moyens susceptibles d'atténuer les tensions entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Neuvièmement, il aurait dû lever le moratoire Berger concernant la construction d'un gazoduc le long de la vallée du Mackenzie.

Dixièmement, il aurait fallu reviser l'impôt sur les gains de capital soit en le supprimant purement et simplement, soit en établissant une limite maximum de \$25,000 pour tous les contribuables.

Onzièmement, il faudrait songer sérieusement à imposer une limite constitutionnelle au pourcentage de la dette nationale par rapport au PNB. L'augmentation de notre dette n'augure rien de bon pour notre économie.

Douzièmement, il faudrait parvenir à négocier certains changements importants à l'établissement des prix énergétiques et à l'impôt avec les provinces. Il faudrait abolir les taxes sur les produits destinés aux usines pétrochimiques qui se donnent de l'expansion. Le prix du brut intérieur devrait être aligné sur le cours international. Toutes les usines qui s'occupent de la transformation des sables bitumineux ne devraient payer aucune redevance et aucun impôt fédéral tant qu'elles n'ont pas récupéré leurs frais en immobilisations. Il faudrait instituer un régime entièrement nouveau concernant l'établissement du prix du gaz naturel pour en favoriser l'exportation. Il faudrait répartir également les subventions pour l'encouragement de l'exploration pétrolière entre la prospection au large de nos côtes et à l'intérieur des terres.

Treizièmement, il faudrait permettre aux propriétaires de déduire de l'impôt fédéral et provincial les impôts municipaux qu'ils paient pour leur résidence principale. Personne ne devrait payer d'impôts sur impôts dans une société libre.

● (1210)

Ce ne sont là que quelques-uns des sujets de préoccupation qui auraient pu faire l'objet de politique gouvernementale dans le discours du trône. Il y en a d'autres. Permettez-moi de dire quelques mots de la qualité dont le débat a été marqué jusqu'ici.

Fort de mon expérience, je croyais que le discours du trône aurait apporté un peu de vie à la Chambre. Au contraire, il a été plutôt soporifique. Cela me fait penser à la plaque que j'avais donnée à mon frère et qui portait l'inscription suivante: «Des fois nous siégeons et nous réfléchissons des fois nous siégeons tout simplement.» Cela décrit fort bien ce qui se passe ici. Parfois nous réfléchissons en siégeant, mais tout compte fait, la plupart du temps nous siégeons sans plus.

Il n'y a pas si longtemps, j'ai découvert dans la chronique de Richard Needham du *Globe and Mail* un aphorisme que je ne saurais garder pour moi seul. «Il ne faut jamais rompre le silence, disait Needham, si l'on ne peut faire mieux que lui».

Malheureusement, il arrive souvent à la Chambre que l'on rompe le silence sans faire mieux. Cela ne s'applique pas évidemment au débat des chefs de parti, qui a eu lieu le 9 décembre. La joute qui s'est déroulée ce jour-là a été une merveille d'art oratoire. Les échanges de propos de ce genre sont malheureusement trop rares.

À l'approche des prochaines élections, monsieur le Président, il faudrait encourager les chefs des trois partis à croiser le fer plus souvent sur le parquet de la Chambre. Les Canadiens ont envie de les voir montrer ce dont ils sont capables, se lancer des piques, dire ce qu'ils ont sur la patate, et même aborder un sujet qui semble être devenu tabou, celui des mesures à adopter. Même s'il ne brillait pas par un excès d'idées, le débat de la journée des chefs nous a sortis de la routine, c'est indéniable. C'était un magnifique prologue à ce qui va se passer en 1984, quand tous les Canadiens sauront qui va prendre la tête et qui va être obligé de rentrer dans ses foyers. Donc c'était un bon débat, même s'il a été plus riche en mots qu'en idées.

Permettez-moi de répéter diverses affirmations que j'ai faites ici dans mon tout premier discours, celui du 11 octobre 1979. Je disais alors:

Nous aurons intérêt à nous souvenir que l'étoffe dont sont faits tous les bons gouvernements est tissée d'honnêteté, de sage administration et d'humilité.

Je disais ensuite:

J'examine la société mondiale et je la vois aller à la dérive. Elle ne me semble pas avoir de but d'ensemble, de philosophie cohérente de la vie... d'inspiration, de sentiment commun, ni même d'espoir. La société mondiale semble plongée dans l'appréhension et le doute. C'est la croissance rapide de la technologie qui nous a mis dans cette situation; si nous avons la possibilité d'édifier le paradis sur terre, nous pouvons aussi faire de la terre un enfer, la rendre inhabitable pour l'humanité.

Ce sont ces deux sujets de préoccupation que j'aimerais aborder brièvement aujourd'hui.

De plus en plus de Canadiens commencent à sentir que les dirigeants canadiens—ceux de la vie politique, de la vie scientifique, des affaires, de la vie religieuse et même de la vie syndicale—ont un rôle spécial à jouer face à la folie nucléaire qui s'est emparé du monde. Nous sommes tous avec Trudeau dans sa démarche en faveur de la paix mondiale. Nous approuvons cette initiative qui constitue non pas une manifestation d'opportunisme politique mais un moyen dont nous avons désespérément besoin pour susciter chez les hommes politiques le désir de faire naître la paix mondiale et de réduire les tensions internationales.

Le premier ministre a répondu à l'appel du destin et de la géographie. C'est le chef du pays. Le Canada est un pays pris en sandwich entre les deux plus grandes puissances de l'histoire, dont chacune à elle seule est capable de détruire le monde avec son arsenal nucléaire. Il revenait au chef de notre pays, au chef du Canada de chercher un accommodement, de chercher la paix entre ces deux géants mondiaux que nous avons pour voisins. Il nous faut non seulement la paix, mais la paix dans la liberté, plutôt que la paix dans l'esclavage, et par esclavage j'entends l'asservissement à la peur, à l'appréhension, au pessimisme et au désespoir.

En fait, j'aurais quelques critiques à adresser au premier ministre à propos de son pèlerinage de paix. Pourquoi traîne-t-il en longueur? Comme beaucoup d'autres, je ne cesse de revenir sur la nécessité d'un sommet des superpuissances, deux ans presque après que le premier ministre eut vu le feu du ciel. La conférence de Pugwash de 1981 qui a eu lieu à Banff, et à laquelle j'ai eu la chance d'assister, m'a convaincu qu'il était